

Alter Égaux n° 53

SOLIDARITÉ
SOCIALISTE

Partenaire de changement

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



Édito : Les marchés, PAS à PAS ! ● À Maceió, sous la plage, les pavés ?
Quand une communauté rurale défend ses droits ! ● Des militants du MST en
Belgique ● Opération 11.11.11 : l'équipe de SolSoc sur le terrain ● Nos cartes de vœux

LES MARCHÉS, PAS À PAS !

Alain COHEUR
Président



LES MARCHÉS, PAS À PAS !

Après le Sud, voici donc venu ouvertement le tour du Nord. Depuis des années, à travers nos publications et nos activités de plaidoyer politique, d'éducation au développement et de sensibilisation en Belgique, nous mettons l'accent sur l'interdépendance grandissante des phénomènes qui menacent la cohésion sociale et la viabilité économique des sociétés. Et sur le danger d'une contagion du fait, entre autres, de l'indifférence des pays industrialisés à l'égard du sort des pays du Sud. Notamment, par l'insoutenable légèreté de l'aide publique au développement.

Les événements qui se déroulaient au Sud étaient pourtant riches d'informations et d'avertissements. L'attaque en règle par les marchés et par les institutions financières internationales des pays dits en voie de développement s'est soldée par des désastres tant sociaux qu'économiques pour les populations en situation de fragilité. Les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) ont été mis en place pour «permettre» aux États visés par ces mesures de tenter de rembourser ou de rééchelonner leurs dettes. Ces programmes prônent la régulation par les marchés et la réduction du rôle de l'État dans l'économie, la libéralisation des échanges, la priorité à l'investissement international et aux privatisations, la flexibilité et la pression sur les salaires au nom de la compétitivité, ainsi que la réduction des systèmes publics de protection sociale et celle des dépenses budgétaires.

Deux cas d'école. D'abord le Mexique qui, au début des années 80, est surendetté, choix de ses dirigeants encouragés par les banquiers privés et la Banque mondiale. Observant la hausse des taux d'intérêt de la dette et la chute des revenus pétroliers du pays, les banques privées décident de réduire drastiquement les prêts octroyés au Mexique tout en aidant les «élites» locales à transférer des capitaux à l'extérieur pour les «placer en sûreté». Résultat : faillite de l'État, imposition de l'ajustement structurel, perte de 50% du pouvoir d'achat des salaires, taux de chômage de 25% et plus de 2,5 millions de personnes passant sous le seuil de l'extrême pauvreté. Le premier avertissement. Fin 2001, c'est l'Argentine qui doit faire aveu de faillite, du fait que le Fonds Monétaire International, prétextant que le plan «Déficit Zéro» du ministre de l'Économie Domingo Cavallo n'avait pas été mis en œuvre, refuse de transférer 1,26 milliard de dollars, comme prévu. Là aussi, les conséquences sociales sont énormes et les événements de 2001 font encore sentir leurs effets aujourd'hui.

La «crise» de 2008 déclenche l'offensive vers le Nord : le surendettement bancaire, le rachat par les États des organismes financiers défaillants ou de leurs produits nocifs, le coût à payer alourdissant le poids de la dette désormais majoritairement due à des investisseurs-spéculateurs étrangers, tout cela place les États dans une situation de vulnérabilité extrême. 2011, nous y voilà. Les marchés dictent leur loi et leur agenda, les agences de notation font trembler sur leur base les États et leur souveraineté monétaire, économique et politique. Bien plus encore, non seulement la société financière anonyme met à mal les souverainetés nationales, mais au-delà travaille à la déstructuration des espaces de régulation transnationaux (ici l'Union européenne) qui, aujourd'hui, sont encore les seuls, par leur taille et leur sphère d'influence, à pouvoir contrebalancer la puissance des marchés dans leur espace de nuisance élargi aux continents et au monde. Une puissance construite PAS à PAS.



Bimestriel édité par Solidarité Socialiste-Formation, Coopération & Développement, association sans but lucratif, rue Coenraets 68 à 1060 Bruxelles, tél.: 02/505.40.70, fax : 02/512.88.16, e-mail : fcd@solsoc.be, site Internet : www.solsoc.be. *Président* : Alain Coheur. *Vice-Présidents* : Alain Hutchinson, Véronique Jamouille et Annick Thyré. *Secrétaire* : Michel De Jaer. *Trésorier* : Willy Taminiiaux. *Administrateurs* : Sfia Bouarfa, Jacques Bourgaux, Dominic Brumagne, Jean-Pierre Derochette, Stephan Galon, Étienne Godin, Philippe Mahoux, Philippe Van Muylder et Olga Zrihen. *Éditeur responsable* : Jacques Bastin, rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles. *Graphisme et pré-press* : Patrick Abeels. *Impression* : Bietlot. *Bureau de dépôt* : Bruxelles X. N° 53 Novembre-décembre 2011. Ne paraît pas en juillet-août. CCP 000-0000054-54. Illustration de couverture : Manifestation pour la réforme agraire.



À MACEIÓ, SOUS LA PLAGE, LES PAVÉS ? QUAND UNE COMMUNAUTÉ RURALE DÉFEND SES DROITS !

Maceió est un Assentamento* de l'État du Ceará, non loin de Fortaleza. Il est composé de 12 communautés (900 familles) qui se partagent une zone de 5.844 hectares, formée par la côte et son arrière-pays : des champs de dunes, des lagunes. Ses membres vivent de l'agriculture familiale, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat. À leurs yeux, la plage revêt une importance toute particulière. Elle leur permet de répondre à leurs besoins alimentaires, mais remplit aussi une fonction sociale en tant que lieu de rencontres, de cérémonies ou encore d'organisation d'événements. Voici une petite dizaine d'années, un promoteur est arrivé et a clôturé la plage et les terres qui l'entourent. Son objectif : y installer un complexe touristique. Les habitants de Maceió ne se laissent pas faire : avec l'aide du Mouvement des Sans Terre, ils occupent leur plage !

L'agriculture pratiquée au sein de l'Assentamento représente essentiellement un enjeu alimentaire, mais aussi économique. Les échanges de la communauté sont majoritairement effectués par le biais du troc, que les familles pratiquent afin d'obtenir des aliments qu'elles ne produisent pas. Seuls les excédents sont commercialisés à Itapipoca, ville proche, dans le but d'obtenir des rentrées financières pour l'achat de biens qui ne sont pas produits localement.

Maria das Graças, 50 ans, propriétaire d'une petite plantation : «Au début de la saison des pluies, on s'occupe des plan-

tations de manioc. Un peu avant la moitié de l'année, on récolte, en fonction du temps qu'il fait en hiver. Chaque famille possède sa plantation, mais les cascas de farinha (moulins) sont collectives, ce qui fait que les familles s'entraident dans la fabrication de la farine des unes et des autres et chacun ramène à la maison le produit de sa plantation».

Les habitants de l'Assentamento de Maceió ont des liens historiques avec leur territoire : ce sont les descendants des esclaves qu'utilisaient les grands propriétaires terriens jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Dans les années 70 et 80, de

grandes exploitations de monoculture de noix de coco, au service de l'industrie alimentaire, ont été installées sur leurs terres, entraînant des expropriations. Ce phénomène a marqué le début des conflits pour la terre, ainsi que la naissance d'une organisation communautaire de résistance. Il a fallu attendre 1985 pour que l'État reconnaisse légalement l'occupation de ces terres par ses habitants, ce qui a été à l'origine de la création de l'Assentamento.

Cependant, depuis 2002, les terres qui tracent la frontière avec la plage sont convoitées par un entrepreneur portu-

gais, un certain Julio Pirata, qui souhaiterait installer un complexe touristique dans la région.

Ana, leader communautaire et habitante de l'Assentamento: «Pirata est arrivé ici, d'abord ami avec tout le monde. Il disait que notre plage était très belle et qu'il voulait nous aider. Mais il est revenu avec un projet de Plage du Pirata en affirmant que, de Maceió jusqu'aux Caetanos de Baixo, tout lui appartenait. On ne pouvait pas imaginer pareille histoire, la plage a toujours été à nous... Il a tout clôturé, planté des cocotiers et prétendu qu'il en avait la propriété depuis les années 80. Qui a déjà vu ça ?».

Julio Pirata, à travers son projet de complexe touristique, remet en cause la possession de la terre par les habitants de Maceió et, par le fait même, leur droit de cultiver, planter ou pêcher. Cela a créé un sentiment d'insécurité au sein de la population, sentiment renforcé par «l'inefficacité» de l'État et de la justice à garantir les droits des habitants. En effet, Julio Pirata a eu tout le loisir d'intenter une action en justice contre la communauté pour contester le titre de propriété des terres de l'Assentamento.

Dans la région, l'Assentamento de Maceió n'est malheureusement pas le

seul cas de tentative de dépossession. D'autres groupes de travailleurs ruraux, d'autres communautés, dont les propriétés étaient pourtant reconnues légalement, ont été prises pour cible par des entrepreneurs qui, fort de leur pouvoir économique et politique, réussissent souvent à manipuler la presse, la justice et les pouvoirs publics en leur faveur.

Ils sont le fer de lance d'une industrialisation des monocultures d'exportation qui formate l'alimentation et la consommation et exproprie des travailleurs et des travailleuses de leurs territoires et de leur mode de vie.

Contre ce modèle d'exploitation, des stratégies de luttes existent, comme celles de l'Assentamento de Maceió. Les agriculteurs se sont réorganisés afin de multiplier les partenariats et de trouver de nouvelles formes de résistance.

C'est ainsi que la communauté s'est associée en 2005 au Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST), mouvement historique de lutte pour l'accès à la terre et partenaire de Solidarité Socialiste au Ceará, qui leur a apporté une assistance technique à travers la formation de leaders communautaires et l'organisation d'activités. L'un des résultats de cette collaboration est, depuis 2007, l'occu-

pation de la plage, dont l'objectif principal est d'attirer l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs sur la situation de Maceió. «Malheureusement il y a toujours quelqu'un qui veut profiter des plus faibles pour l'argent. L'entrée en jeu du MST a été fondamentale. Ils ont aidé les gens à comprendre la lutte, c'est l'histoire de toute une vie», raconte Ana.

Le MST a aussi apporté un soutien juridique à travers l'assistance d'avocats qui ont saisi le Ministère Fédéral. Grâce à l'ensemble de ces dispositifs, la procédure d'évacuation exigée par Julio Pirata a été déclarée irrecevable et un procès contre l'entrepreneur portugais est en cours.

Mais les habitants de l'Assentamento de Maceió ne comptent pas s'arrêter là. Afin de garantir la possession de la terre, ils ont inventé de nouvelles formes d'occupation de la plage.

Inspirés par d'autres expériences dans l'État du Ceará, ils ont notamment décidé de profiter d'un des potentiels naturels de la zone en élaborant un projet collectif de culture d'algues. En vue de leur donner une plus grande valeur, un processus de transformation a été mis en place par les habitants. Au lieu de les vendre mouillées, les algues sont lavées

L'un des résultats de la collaboration de la population de Maceió avec le Mouvement des Sans Terre est l'occupation de la plage dont l'objectif principal est d'attirer l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs sur la situation de Maceió. En médaillon : Ednilson s'est lancé dans la culture d'algues.





Solidarité Socialiste et le Mouvement des Sans Terre

Le Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST) ou Mouvement des Sans Terre est un mouvement social de masse. Il a pour objectif d'organiser les travailleurs ruraux, ainsi que d'autres secteurs de la société civile, pour réaliser la réforme agraire «juste et non commerciale», à savoir l'attribution des terres aux personnes qui la travaillent et non la vente des terres et l'endettement des paysans comme le propose la Banque mondiale.

Fondé en 1984, le MST est composé de travailleurs saisonniers, de petits agriculteurs, de représentants d'assentamentos, de mouvements spontanés de travailleurs ruraux qui occupent des terres dans le cadre des projets de réforme agraire, avec des alliances au sein de la société civile.

Le MST travaille avec les paysans selon la méthode de l'éducation populaire, exactement comme Solidarité Socialiste et tous ses partenaires le font avec les organisations communautaires et les populations locales qui participent au programme international.

Les hommes et les femmes qui cultivent les terres acquièrent peu à peu une autonomie grâce à l'accompagnement du MST qui leur permet d'identifier les causes de leurs problèmes et de proposer des solutions efficaces pour l'ensemble de la communauté.

ment fédérée autour d'un projet productif qui lui permet d'améliorer ses conditions de vie et d'envisager des perspectives d'avenir. Cependant sa situation reste fragile et, comme pour des centaines d'autres assentamentos, la bataille pour l'accès à la terre est loin d'être terminée.

Dans l'État du Ceará, où il est un des partenaires de Solidarité Socialiste, le MST accompagne les paysans dans les acampamentos et les assentamentos et cherche à encourager le retour à la campagne de la masse de ruraux sans terre qui ont fui l'intérieur du pays pour se regrouper dans les favelas avec l'espoir déçu d'une vie meilleure et digne. Il mène ainsi un remarquable travail de formation et d'éducation, de sensibilisation et d'organisation des couches populaires le plus souvent entassées dans les banlieues très pauvres de villes comme Crateús ou Pacajús et dans la Région Métropolitaine de Fortaleza.

Le MST collabore avec Solidarité Socialiste dans l'État du Ceará dans le cadre du programme FADOC qui réunit aussi l'Institut Florestan Fernandes, ETAPAS (Equipe Técnica de Assessoria e Ação Social) et FASE (Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional).

Ce sont au total 13 organisations communautaires de base qui sont renforcées dans leurs actions, ainsi qu'une fédération de 56 associations (la Fédération Ibura-Jordão), localisées à Recife. Le programme est développé dans les états du Ceará, du Pernambouc, du Rio Grande do Norte et de Bahia, autour des thématiques «Souveraineté alimentaire» et «Travail décent».

* Les assentamentos représentent l'étape ultime de la lutte du Mouvement des Sans Terre. Après l'acampamento, lorsque les militants ont obtenu officiellement la terre, suite à une décision judiciaire validant l'expropriation du propriétaire terrien, les paysans peuvent légalement s'y établir.

et séchées. Cette étape supplémentaire, pourtant très simple, a permis de multiplier par dix la valeur du kilo d'algues à la vente.

Ednilson, habitant de l'Assentamento, travailleur dans la culture d'algues: «Nous commençons à vendre les premiers sacs d'algues. Nous apprenons comment améliorer et valoriser le produit, ce qui va me permettre de compléter les revenus de mon épicerie, en plus de ce que la famille produit dans la plantation».

Au fil de ses luttes, la communauté est parvenue à repousser les menaces extérieures. Avec l'appui du MST, elle a organisé la résistance et établi une stratégie de défense de ses droits. Elle s'est égale-

Des militants du MST en visite en Belgique



Clarice Rodrigues de Sousa et Francisco de Paulo Magalhaes font partie du Mouvement des Sans Terre dans l'État du Ceará au Brésil. Clarice est militante du MST depuis l'enfance, fait partie du secrétariat d'État de l'organisation à Fortaleza depuis 2001, et a participé, dans le cadre du programme FADOC de Solidarité Socialiste, au développement de nombreux projets d'implantations dans les communautés de base. Francisco, quant à lui, est agriculteur, membre directeur du programme FADOC Brésil et militant du MST en faveur du développement de l'agriculture organique et agroécologique. Tous deux étaient en Belgique en octobre à l'invitation de l'Union Liégeoise pour la Défense de la Paix, l'asbl Barriade et Solidarité Socialiste, soutenus par la FGTB Liège-Huy-Waremme. Ils ont participé à une conférence-débat sur le thème : «Brésil. Quelle émergence de la souveraineté alimentaire ?», à l'occasion de la Journée internationale du travail décent. Petit reportage-photo de leur séjour en Belgique.



Dans le sens contraire des aiguilles d'une montre : Visite de la Bourrache, une entreprise de formation dans le maraîchage biologique - Visite de Fraternité Ouvrière où, sur 2000m², l'on retrouve un énorme assortiment de plantes, légumes et fruits. Plus de 16.000 semences y sont conservées - Rencontre avec les FPS - Visite du Comité Jean Pain. On peut y découvrir les techniques de compostage - Rencontre avec le Bureau des femmes de la FGTB Liège-Huy-Waremme - À Fraternité Ouvrière (de g. à dr.: Francisco de Paulo Magalhaes, Gilberto Ferreira da Costa, chargé de partenariat à Solidarité Socialiste, Josine Cardon, créatrice de l'association dans les années 70 et âme du groupe des jardins de la fraternité, Clarice Rodrigues de Sousa.



Nos cartes de voeux 2012

Ces cartes au format US (21cm x 10,5cm) sont vendues pour appuyer les projets menés par Solidarité Socialiste et ses partenaires en Amérique latine, Afrique et Palestine. Ces projets, conçus et mis en œuvre par les populations locales, visent à améliorer concrètement les conditions de vie et à défendre les droits économiques et sociaux de ces populations, parmi les plus démunies. Elles sont disponibles par sets de 10 cartes identiques (10 € le set, tarif dégressif selon quantité).

Commandes
Tél.:02/505.40.70
Fax:02/512.88.16
skayal@solsoc.be



Opération 11.11.11

Toute l'équipe de SolSoc était sur le terrain !



Entre le 5 et le 13 novembre, l'équipe de Solidarité Socialiste a participé à la vente des produits de l'Opération 11.11.11, sachets de cacao, jeux de cartes, livres sur le chocolat, cartes postales et calendriers du monde. C'est ainsi que vous avez pu apercevoir, peut-être sans le savoir, Odette, Alex, Saïfe, Casimir, Karima, Thibaut, Patrick, Jacques, Véronique, Sylvie, Gilberto, Gladys, Pascale, Chantal, François, Géraldine, Aurore, et leurs amis ou familles, dans ou devant un supermarché. Notre équipe était présente, notamment, à Auderghem, Woluwé, Etterbeek, Uccle, Evere, Ganshoren, Saint-Gilles, ou encore Ottignies et Ans.